

## Au-delà du « non »

Suite de la première page

Il n'y a peut-être pas d'autre explication à la brouille franco-américaine. A savoir le sentiment de « trahison » qu'ont pu éprouver les responsables américains les mieux disposés alors qu'ils s'attendaient à ce que, in fine, la France emboîte le pas dans une opération qui a pour but de rassurer un pays qui, frappé au cœur, veut avant tout redevenir invulnérable.

Pourtant, il s'agit de bien plus que de cela. Le « sort de l'humanité » ? Le pape Jean Paul II le croit – sait-on jamais, tant George Bush a parfois, vu d'Europe, des allures de Docteur Folamour new-look. De façon plus immédiate, il s'agit surtout d'une redéfinition des rapports de forces dans le monde, de la place respective de chacun, et des principes qui, éventuellement, présideront à celle-ci. La validité du « non » à cette guerre vient précisément de ce que les Etats-Unis, faute de majorité, ont choisi de s'affranchir d'une résolution ad hoc du Conseil de sécurité des Nations Unies, prenant le risque d'ouvrir cette phase de redéfinition en se plaçant hors la loi internationale. Dans ce contexte, il serait vain de tenter de minimiser les difficultés qui nous attendent : nous sommes entrés durablement dans une ère de conflits, de crises à répétition.

La guerre que les Etats-Unis mènent en Irak est l'une des pre-

mières manifestations de la déstabilisation stratégique profonde que nous vivons au moins autant depuis le 11 septembre 2001 que depuis l'effondrement des repères qui fondaient l'ordre ancien, celui de la guerre froide. L'ennemi s'appelle : terrorisme islamiste et risque de prolifération accélérée des armes de destruction massive, sur fond d'explosion démographique au Sud et de vastes mouvements de migrations. Or les désaccords sur les priorités et les moyens de la lutte ébranlent les alliances à l'Ouest, provoquant la menace d'un schisme Ouest-Ouest. C'est l'OTAN (et la relation transatlantique en général) que les Etats-Unis délaissent, considérant que le théâtre de déstabilisation se trouve plus à l'est ; c'est l'Union européenne remise en cause par la division qui est apparue entre partisans et adversaires de la guerre en Irak, qui n'est jamais que la séparation entre partisans et adversaires d'une identité politique européenne forte face aux Etats-Unis ; c'est la relation franco-britannique ébranlée alors qu'elle devrait être le pilier d'une Europe de la défense.

Il ne faut donc pas masquer l'ampleur de ces changements, de ces remises en cause. Quiconque passe quelques heures à Washington ne peut ignorer la crise américano-française : volonté des Etats-Unis de « punir » Paris, renforcement du camp unilatéraliste au sein du gouvernement Bush et détermination américaine à s'affranchir des contraintes du vieux système multilatéraliste. Ce ne sont pas là des

paramètres conjoncturels qui disparaîtront au lendemain de la guerre, quand l'Amérique aura besoin de ses alliés pour la reconstruction ; nous sommes en présence de tendances lourdes qui marqueront durablement le comportement des Etats-Unis à l'avenir. La crise intraeuropéenne n'est pas moindre, qui impose d'abandonner le politiquement correct communautaire et de dire que l'idée d'Europe-puissance est probablement morte : elle n'a pas émergé à quinze membres ; elle a encore moins de chance à vingt-cinq. Le courage politique exigerait de dire que seule la méthode du noyau dur, des coopérations renforcées, bref que seule une Europe à deux vitesses permettra de ne pas enterer le rêve qui fut celui des six pays fondateurs de former sur la scène internationale un pôle cohérent dont la puissance ne soit pas qu'économique et commerciale.

Ce chamboulement des repères et des alliances paraît d'autant plus inquiétant que la guerre en Irak pourrait bien n'être qu'un épisode dans une séquence de conflits à venir où l'on retrouvera les ingrédients de la déstabilisation stratégique de notre époque : armes de destruction massive et Etat voyou en Corée du Nord ; armes de destruction massive et islamisme militant au Pakistan. Le Pakistan plus que jamais épicentre de la nouvelle donne géopolitique. Ce qui se dessine, c'est un paysage stratégique marqué par la permanence et la gravité de la menace. C'est à l'aune de ces défis qu'il faut juger la politique de la France dans l'affaire irakienne.

La France, au fond, est restée fidèle à son point de départ : l'ONU, pour éviter la guerre. Plus largement, elle invoque le multilatéralisme, qu'elle oppose à l'unilatéralisme de George Bush, et prône un monde « multipolaire », là où les Etats-Unis veulent avant tout exercer leur leadership. Mais, au-delà, peut-on se contenter d'une diplomatie de réaction ? Suffit-il d'exprimer, à ce moment de notre histoire, le sentiment largement dominant de l'opinion publique ?

Pour le moment, en effet, nous n'avons à opposer aux Etats-Unis que les concepts sur lesquels le monde « occidental » a tenu, et qui lui ont permis d'assurer sa cohésion pendant un demi-siècle : le « containment », et une amorce de légalité internationale à travers l'ONU, à laquelle la France continue d'attribuer une mission préventive : prévenir la guerre, et non autoriser des guerres préventives.

Pour ceux qui, aujourd'hui, dirigent les Etats-Unis, armés d'une idéologie nationaliste, le cadre de pensée est désormais fixé : pour faire face à une menace multiforme – tyrannie, terrorisme, détention d'armes de destruction massi-

ve – et identifiée (aujourd'hui l'Irak, demain ?), le gouvernement Bush ne s'inscrit plus dans le cadre des structures, des organisations voire des alliances existantes, mais considère désormais que la mission détermine la coalition. L'ONU ? Ce peut être un moyen, mais seulement un des moyens de parvenir à mettre sur pied cette mission, une fois celle-ci définie par Washington. L'OTAN ? Mieux vaut, là encore, une coalition ad hoc, plus rapide et plus efficace. L'Union européenne ? Plutôt travailler avec des sous-groupes européens, d'autant plus aisés à constituer que l'Union n'est pas encore assurée de son destin.

Dès lors on voit bien que tout un système est en jeu. Dans ces conditions, la France devrait être animée d'une obsession européenne, là où elle a agi, au sein de l'Europe, avec un certain unilatéralisme franco-allemand. Que veut-on faire ensemble ? Avec qui ? Est-on sûr d'avoir en Poutine un allié ? Et quel allié ? Jusqu'où aller avec la Chine, qui, si elle croit au multilatéralisme, prône non pas un monde « multipolaire », mais bien un condominium avec Washington ?

Hypothèse : si l'on avait appliqué, pour définir une position européenne commune aux vingt-cinq futurs Etats membres, les règles que prône la France (majorité qualifiée), est-on sûr que nous n'aurions pas eu une Union alignée sur les Etats-Unis ? Autre hypothèse : puisque l'on admet que le désarmement de l'Irak, via les inspecteurs de l'ONU, était aidé par une présence militaire massive aux frontières de l'Irak, la guerre aurait-elle été possible si une bonne moitié de cette présence avait été assurée par l'Europe ? Voilà bien où le bât blesse : ni l'Europe ni la France n'ont, à ce stade, une contre-doctrine stratégique, ni des forces suffisantes. Chacun sait bien que, pour les constituer, il faudra une solide alliance franco-britannique. Mais alors fallait-il à ce point laisser se développer un face-à-face si personnel et si négatif entre Jacques Chirac et Tony Blair ? En d'autres termes, au-delà de la légitimité de la réaction française, a-t-on bien mesuré tous les effets collatéraux de celle-ci ?

Mais n'est-ce pas la caractéristique essentielle de la période ouverte par le 11 septembre 2001 : l'incertitude d'un temps de recomposition et, par conséquent, le pari de l'action ? Dès lors, au pari européen, ne faut-il pas ajouter un pari américain : l'espoir, à dix-huit mois de l'élection présidentielle, que les Etats-Unis secouent la peur qui les domine ? Et, en sanctionnant George W. Bush, tournent le dos à une politique qui les isole du monde et met en péril leurs propres valeurs fondatrices.

## Ça suffit ! PAR PANCHO

PUISQU'ON VOUS DIT QU'ON VIENT VOUS LIBÉRER!

